

PROGRAMME	ALLOCATION DE BASE	1re tranche (en mille euros)	2ème tranche (en mille euros)
34 20	1120	1514,0	915,0
34 20	1121	7,0	4,0
34 20	4340	1069,0	551,0
34 20	4460	2092,0	1044,0
Total 34 20		4682,0	2514,0
35 20	1110	1,0	
35 20	1120	39,0	32,0
35 20	1126	1,0	
35 20	4340	9,0	14,0
35 20	4430	9,0	
35 20	4460	169,0	125,0
Total 35 20		228,0	171,0
35 40	1111	1,0	
35 40	1119	197,0	68,0
35 40	4115	48,0	72,0
Total 35 40		246,0	140,0
Total final		25651,0	39746,0

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 novembre 2003 portant répartition de la première et la deuxième tranche du crédit provisionnel inscrit à la division organique 39, programme 10 - crédits provisionnels (02), allocation de base 11.11 du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2003.

Bruxelles, le 14 novembre 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
B. SOMERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Aménagement du Territoire,  
des Sciences et de l'Innovation technologique,

D. VAN MECHELEN

La Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation,

M. VANDERPOORTEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 267

[2004/200109]

**25 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant application du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 septembre 1989, tel que modifié par celui du 19 décembre 2002, concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n°s 2081/92 et 2082/92;

Vu le règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le règlement (CEE) n° 2037/93 de la Commission du 27 juillet 1993 portant modalité d'application dudit règlement (CEE) n° 2081/92;

Vu le règlement (CEE) n° 2082/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires;

Vu le règlement (CEE) n° 1848/93 de la Commission du 9 juillet 1993 fixant des modalités d'application dudit règlement (CEE) n° 2082/92;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis 35.819/2/V de la Section de législation du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92 et n<sup>o</sup> 2082/92, tel que modifié par le décret du 19 décembre 2002;

2<sup>o</sup> « Ministre » : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Exécution du chapitre II du décret relatif aux appellations d'origine et aux indications géographiques pour les produits visés par le règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92*

*Section 1<sup>re</sup>.* — La demande d'enregistrement d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée

**Art. 2 § 1<sup>er</sup>.** La demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique est introduite par un groupement tel que défini à l'article 14bis, § 2, alinéa 2, du décret. Elle peut l'être également par une personne physique ou morale habilitée conformément à l'article 1<sup>er</sup> du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2037/93 de la Commission du 27 juillet 1993, c'est-à-dire pour autant qu'il s'agisse du seul producteur existant dans l'aire géographique délimitée au moment de la présentation de ladite demande, qu'il existe des méthodes locales, loyales et constantes pratiquées par cette seule personne, et que la zone géographique délimitée comporte des caractéristiques substantiellement différentes des zones avoisinantes et/ou si les caractéristiques du produit sont différentes.

§ 2. La demande contient toutes les justifications utiles à la vérification que l'appellation d'origine ou l'indication géographique demandée correspond à la définition de l'article 14bis, § 1<sup>er</sup>, du décret et à la vérification des conditions énoncées à l'article 14bis, § 2, alinéas 2 et 3, du décret.

Elle comprend également un cahier des charges à respecter pour que le produit agricole ou la denrée alimentaire puisse bénéficier de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique. Ce cahier des charges comporte au moins les éléments suivants :

1<sup>o</sup> le nom du produit agricole ou de la denrée alimentaire comprenant l'appellation d'origine ou l'indication géographique;

2<sup>o</sup> la description du produit agricole ou de la denrée alimentaire comprenant les matières premières, le cas échéant, et les principales caractéristiques physiques, chimiques, microbiologiques et/ou organoleptiques du produit ou de la denrée;

3<sup>o</sup> la délimitation de l'aire géographique et, le cas échéant, les éléments indiquant le respect des conditions prévues à l'article 2, § 4, du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92;

4<sup>o</sup> les éléments prouvant que le produit agricole ou la denrée alimentaire sont originaires de l'aire géographique, au sens de l'article 2, § 2, point a) ou b) du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92, selon le cas;

5<sup>o</sup> la description de la méthode d'obtention du produit agricole ou de la denrée alimentaire et, le cas échéant, les méthodes locales, loyales et constantes ainsi que les éléments relatifs au conditionnement, lorsque le groupement demandeur détermine et justifie que le conditionnement doit avoir lieu dans l'aire géographique délimitée afin de sauvegarder la qualité, d'assurer la traçabilité ou d'assurer le contrôle. »;

6<sup>o</sup> les éléments justifiant le lien avec le milieu géographique ou avec l'origine géographique au sens de l'article 2, § 2, point a) ou b), du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92, selon le cas;

7<sup>o</sup> les références concernant la ou les structures de contrôle prévues à l'article 10 du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92;

8<sup>o</sup> les éléments spécifiques de l'étiquetage liés à la mention « AOP » ou « IGP », selon le cas, ou les mentions traditionnelles nationales équivalentes;

9<sup>o</sup> les exigences éventuelles à respecter en vertu de dispositions communautaires et/ou nationales;

10<sup>o</sup> le plan de contrôle du respect du cahier des charges;

11<sup>o</sup> la proposition d'un organisme de contrôle à agréer par le Gouvernement en vue d'observer le respect du cahier des charges proposé;

§ 3. La présente section est également applicable à toute demande de modification du cahier des charges d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique.

**Art. 3 § 1<sup>er</sup>.** La demande d'enregistrement est introduite auprès du Ministre.

Elle fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*, précisant l'appellation d'origine ou l'indication géographique envisagée et invitant les tiers intéressés à prendre connaissance du dossier de demande, sans déplacement auprès de l'administration, et à formuler leurs observations dans le mois de ladite publication; les frais de copie sont à charge du tiers intéressé.

Le demandeur est informé des observations éventuelles des tiers et est invité à y répondre dans un délai qui ne sera pas inférieur à 30 jours ni supérieur à 90 jours.

A défaut de réponse dans le délai imparti, la demande est réputée retirée.

§ 2. Dans le mois suivant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 3 du paragraphe premier, la demande, éventuellement complétée par le demandeur à la requête de la Direction générale de l'Agriculture, les observations éventuelles des tiers et les réponses qui y sont données, ainsi que les remarques éventuelles de la Direction générale de l'Agriculture sont transmises pour avis à la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires instituée par l'article 14bis, § 5, du décret.

La Commission rend son avis dans les trois mois de la demande qui lui en est faite.

A défaut d'avis dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.

§ 3. A l'issue de l'instruction de la demande, la décision relative à l'enregistrement est adoptée conformément à l'article 14bis, § 3, du décret.

**Art. 4 § 1<sup>er</sup>.** Dès l'adoption de l'arrêté reconnaissant l'appellation d'origine ou l'indication géographique conformément à l'article 14bis, § 3, du décret, toute personne justifiant d'un intérêt légitime a accès à la demande jusqu'à l'expiration des six mois qui suivent la publication de la demande au *Journal officiel des Communautés européennes* conformément à l'article 6, § 2, du règlement (CEE) n<sup>o</sup> 2081/92.

§ 2. Le dossier de la demande est accessible auprès de la Direction générale de l'Agriculture, sans déplacement; les frais de copie sont à charge du requérant.

*Section 2. — La Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La Commission consultative scientifique instituée par l'article 14bis, § 5, du décret comprend :

- 1° cinq représentants d'institutions universitaires;
- 2° deux représentants de centres de recherche scientifique;
- 3° deux représentants d'institutions supérieures non universitaires;
- 4° deux représentants des administrations régionales concernées, à savoir un représentant de la Direction générale de l'Agriculture et un représentant de l'Agence pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité

Ces représentants et leurs suppléants sont nommés par le Gouvernement wallon pour une durée de trois ans renouvelable.

§ 2. Le président de la Commission est nommé, parmi ses membres, par le Gouvernement; en cas d'empêchement, la présidence est assurée par le membre le plus âgé de la Commission. Le secrétariat est assuré par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 3. La Commission adopte un règlement d'ordre intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres; celui-ci n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Ministre.

Ce règlement d'ordre intérieur précise notamment :

- 1° les modalités de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom de la Commission;
- 2° les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts;
- 3° les délégations de signatures;
- 4° le fonctionnement du secrétariat.

§ 4. La Commission ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins; si cette condition n'est pas remplie, la Commission est convoquée à nouveau avec le même ordre du jour et décide valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Elle recueille les avis de toute personne de son choix et peut créer des groupes de travail dont la composition est définie par elle, afin de l'éclairer sur des points particuliers.

Les avis sont adoptés par consensus ou, à défaut, à la majorité simple des membres présents.

Lorsqu'un membre s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 5. Il est interdit à un membre de la Commission consultative de délibérer sur des objets auxquels il a intérêt soit personnellement soit comme chargé d'affaires avant ou après la délibération.

§ 6. Les membres de la Commission consultative ont droit au remboursement de leurs frais de parcours conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

§ 7. Le Gouvernement révoque et remplace le membre de la Commission consultative qui :

- 1° n'a pas siégé sans motif valable durant trois réunions consécutives;
- 2° laisse vacant son mandat par suite de son décès, de sa démission ou pour tout autre cause;
- 3° perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé;
- 4° manque aux devoirs de sa charge.

§ 8. Le siège de la Commission est celui du Conseil économique et social de la Région wallonne (rue du Vertbois à Liège).

*Section 3. — Les organismes de contrôle*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le respect des cahiers des charges est contrôlé par des organismes de contrôle agréés par le Gouvernement.

L'agrément de l'organisme de contrôle a pour objet de vérifier sa capacité de mener à bien le contrôle du respect d'un cahier des charges déterminé.

Il est accordé pour dix ans au plus.

§ 2. Pour être agréé, l'organisme de contrôle doit :

- 1° être accrédité comme organisme certificateur conformément à la norme EN 45.011 éventuellement modifiée conformément à l'article 10, § 3, du règlement (CEE) n° 2081/92;
- 2° offrir des garanties suffisantes d'objectivité et d'impartialité à l'égard de tout producteur ou transformateur soumis à un contrôle;
- 3° avoir en permanence à sa disposition des experts et les moyens nécessaires pour assurer les contrôles des produits agricoles et des denrées alimentaires portant une dénomination protégée.

Lorsque le cahier des charges est modifié, l'organisme de contrôle introduit une autre demande d'agrément dans les trois mois de cette modification; cette demande est accompagnée d'un plan de contrôle adapté conformément à ladite modification. L'agrément en vigueur le reste jusqu'à la notification de l'arrêté du Gouvernement statuant sur la nouvelle demande.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'agrément est introduite auprès de la Direction générale de l'Agriculture. Elle contient au minimum :

- 1° la dénomination et le siège social de l'organisme;
- 2° une copie des statuts et la liste des administrateurs;
- 3° l'exposé des compétences et des moyens techniques dont l'organisme demandeur dispose dans le domaine pour lequel l'agrément est demandé;
- 4° les tarifs maxima pour les redevances dues par les producteurs ou transformateurs.

§ 2. La Direction générale de l'Agriculture examine la demande; elle peut requérir des justifications supplémentaires. Elle transmet son avis motivé au Ministre qui recueille l'avis de la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires.

§ 3. L'arrêté du Gouvernement est notifié à l'organisme demandeur.

Si l'agrément est accordé, l'arrêté fait l'objet d'une mention au *Moniteur belge* et la Direction générale de l'Agriculture en assure la publicité adéquate.

**Art. 8.** L'organisme de contrôle est tenu de :

- 1° tenir une comptabilité distincte pour les opérations accomplies en exécution du décret;
- 2° communiquer aux intéressés, sur simple demande et sans frais, le ou les cahiers des charges des appellations d'origine et indications géographiques au respect desquels il veille;
- 3° s'assurer régulièrement, et au moins un fois par an, auprès des bénéficiaires d'une autorisation d'usage que les conditions fixées par le cahier des charges sont respectées;
- 4° se soumettre au contrôle des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre et leur transmettre toute information requise par eux à cet effet, sur demande de la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires, et inclure dans son rapport d'activité annuel et remis au plus tard le 1<sup>er</sup> avril à la Direction générale de l'Agriculture et à la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires, une description des méthodes de contrôle utilisées et une synthèse des résultats obtenus, ainsi que les résultats financiers de l'exercice écoulé, le projet de budget pour l'année suivante et la liste des administrateurs et gérants en fonction.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme de contrôle peut à tout moment renoncer à son agrément par courrier recommandé adressé à la fois à la Direction générale de l'Agriculture et au Ministre au moins six mois avant que cette renonciation ne prenne effet.

§ 2. Le Gouvernement retire l'agrément de l'organisme de contrôle qui ne satisfait plus aux conditions fixées à l'article 6 et aux obligations fixées à l'article 8 ou dont les contrôles ou analyses s'avèrent non-conformes au plan de contrôle, aux règles légales ou réglementaires ou aux normes en la matière.

L'organisme de contrôle est entendu au préalable par le Directeur général de l'Agriculture et peut soumettre un mémoire à l'appui de sa défense. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Le procès-verbal, le mémoire éventuel et tous autres éléments de nature à justifier le retrait sont ensuite soumis au Ministre.

**Art. 10.** L'organisme de contrôle peut, sous sa seule et entière responsabilité, faire appel à un organisme tiers pour effectuer certaines tâches d'analyse ou de contrôle, sans préjudice de ce qu'impose la norme EN 45011 à cet égard.

Cette contribution est notifiée au préalable par l'organisme de contrôle à la Direction générale de l'Agriculture.

#### Section 4. — L'autorisation d'usage d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'autorisation d'usage de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique est introduite par courrier recommandé auprès de la Direction générale de l'Agriculture, accompagnée des documents justifiant le respect par le demandeur du cahier des charges relativement aux produits pour lesquels l'autorisation est demandée, et en particulier :

- 1° l'engagement de respecter ce cahier des charges et ses modifications ultérieures, et d'accepter les contrôles de son respect, ainsi que
- 2° une attestation délivrée par un organisme de contrôle agréé, de l'aptitude du demandeur au respect du cahier des charges.

La demande précise les produits pour lesquels elle est introduite.

Elle peut être introduite par un mandataire; la procuration est jointe à la demande.

Si le dossier n'est pas complet, la Direction générale de l'Agriculture le notifie dans les 30 jours qui suivent sa réception au demandeur en lui précisant les éléments manquants; le délai prévu au paragraphe 2 ci-après ne commence à courir qu'à dater de leur réception par la Direction générale de l'Agriculture.

§ 2. La décision de la Direction générale de l'Agriculture est notifiée au demandeur dans les 120 jours qui suivent la réception de la demande complète. La notification de l'octroi de l'autorisation d'usage s'accompagne d'un certificat d'autorisation mentionnant l'identité et l'adresse du bénéficiaire, les produits concernés ainsi que le cahier des charges y relatif. Le certificat ne fait preuve à l'égard des tiers que s'il est signé par son bénéficiaire.

En cas de refus, la notification indique la procédure et le délai à respecter pour l'introduction d'un recours auprès du Gouvernement conformément à l'article 16 ci-après.

§ 3. Le Ministre arrête le modèle du certificat d'autorisation d'usage d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Au moins une fois l'an, l'organisme de contrôle agréé procède au contrôle complet du respect, par le titulaire de l'autorisation, du cahier des charges, sans préjudice d'autres contrôles à tout moment à l'initiative de l'organisme de contrôle ou sur réquisition de la Direction générale de l'Agriculture.

§ 2. Au cas où un contrôle révèle un défaut de conformité au cahier des charges pertinent, l'organisme de contrôle le notifie par lettre recommandée au titulaire de l'autorisation d'usage dans les huit jours et lui rappelle les mesures prises ou préconisées pour restaurer la conformité au cahier des charges. La Direction générale de l'Agriculture en est informée dans ce même délai.

Est assimilé à un résultat négatif le refus du contrôle ou l'obstruction mise à celui-ci.

Un nouveau contrôle est effectué au plus tard dans le mois qui suit la notification; les résultats sont communiqués dans les huit jours au titulaire de l'autorisation d'usage et à la Direction générale de l'Agriculture.

Il est procédé à des contrôles successifs espacés d'un mois au plus, à compter du second contrôle, tant que trois contrôles successifs ne sont pas satisfaisants.

A la requête du titulaire, la Direction générale de l'Agriculture fait effectuer un contrôle complémentaire ou un contre-examen par l'organisme de contrôle agréé ou par un autre organisme de contrôle qu'elle désigne.

§ 3. Après audition du titulaire de l'autorisation d'usage ou de son mandataire sur convocation adressée au moins quarante-huit heures au préalable, la Direction générale de l'Agriculture retire cette autorisation si le second contrôle révèle que la non-conformité persiste plus d'un mois après la notification.

Il est passé outre au défaut du titulaire de répondre à la convocation.

La décision de retrait de l'autorisation est notifiée au titulaire avec indication du délai et de la procédure à respecter pour l'introduction d'un recours auprès du Gouvernement conformément à l'article 16 ci-après.

Le retrait emporte perte immédiate du droit d'utiliser l'appellation d'origine ou l'indication géographique.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Une autorisation ne peut être cédée qu'avec les actifs utilisés pour la production des produits concernés et moyennant l'engagement écrit du cessionnaire de respecter le cahier des charges concerné et ses modifications ultérieures, ainsi que d'accepter les contrôles de son respect.

La cession n'a d'effet qu'après vérification par la Direction générale de l'Agriculture ou par l'organisme de contrôle requis par elle que ces conditions sont satisfaites. La demande de vérification est introduite auprès de la Direction générale de l'Agriculture; elle est accompagnée de l'engagement du cessionnaire tel que prévu ci-avant.

La décision de la Direction générale de l'Agriculture est notifiée au cessionnaire et au cédant dans les 60 jours de l'introduction de la demande.

La décision de refus de la cession indique la procédure et le délai à respecter pour l'introduction d'un recours auprès du Gouvernement conformément à l'article 16 ci-après.

#### Section 5. — Exécution de l'article 14<sup>quater</sup> du décret

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La déclaration prévue à l'article 14<sup>quater</sup> du décret est introduite auprès du Ministre par lettre recommandée.

Elle est assortie de la preuve de l'envoi par lettre recommandée d'une copie de cette déclaration à la Direction générale de l'Agriculture.

Celle-ci transmet au Ministre son avis dans les huit jours de la réception de cette lettre.

Le Ministre transmet aussitôt la déclaration ainsi que l'avis de la Direction générale de l'Agriculture à l'administration fédérale compétente aux fins de la transmission de la déclaration d'opposition dans les six mois de la publication prévue à l'article 6, § 2, du règlement (CEE) n° 2081/82.

#### CHAPITRE II. — Exécution du chapitre III du décret, relatif aux attestations de spécificité dont le nom vise tout ou partie du territoire de la Région conformément à l'article 5, § 4, d'origine du règlement (CEE) n° 2082/92

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le chapitre 1<sup>er</sup> du présent arrêté s'applique aux attestations de spécificité lorsque le nom visé à l'article 5 du règlement (CEE) n° 2082/92 comprend un terme géographique visant tout ou partie du territoire de la Région wallonne ou un lieu déterminé dans ce territoire ou lorsqu'il est rédigé en wallon ou suggère autrement un lien avec ledit territoire en tout ou en partie.

Néanmoins seul un groupement établi en Région wallonne est habilité à introduire la demande en vue de l'enregistrement, on entend par groupement une organisation, quelle que soit sa forme juridique ou sa composition, de producteurs et/ou de transformateurs concernés par le même produit agricole ou par la même denrée alimentaire, d'autres parties intéressées pouvant prendre part à ce groupement.

§ 2. Pour l'application de l'article 15, § 2, du règlement (CEE) n° 2082/92, la déclaration préalable du producteur à l'usage du nom réservé est réputée accomplie par l'introduction de la demande d'autorisation d'usage auprès de la Direction générale de l'Agriculture.

§ 3. En cas de modification du cahier des charges, la déclaration visée à l'article 11, § 3, du règlement (CEE) n° 2082/92 par un producteur ou transformateur établi en Région wallonne doit être adressée dans les trois mois de la publication de la demande de modification au *Journal officiel des Communautés européennes*, par lettre recommandée au Ministre. Celui-ci la transmet, accompagnée de ses commentaires, à l'administration fédérale compétente en vue de sa transmission à la Commission européenne pour notification à celle-ci dans les quatre mois à compter de la publication précitée.

#### CHAPITRE III. — Recours auprès du Gouvernement

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. En cas de refus de l'autorisation d'usage ou de retrait d'une telle autorisation, ou encore de refus de cession d'une autorisation, le demandeur ou le titulaire d'une autorisation peut former un recours auprès du Gouvernement.

Ce recours n'est pas suspensif. Le recours peut être formé par un mandataire; dans ce cas, la procuration est jointe au recours.

§ 2. A peine de déchéance, le recours est formé par lettre recommandée à la poste et adressée au Ministre dans le mois de la réception de la notification de la décision de refus ou de retrait. Cette lettre expose brièvement les moyens du requérant; copie de la notification de la décision attaquée y est jointe.

Une copie du recours est envoyée dans le même délai et sous pli recommandé à la poste à l'autorité qui a pris la décision concernée.

§ 3. Cette autorité communique au Ministre le dossier complet.

§ 4. Le Ministre ou son délégué entend le requérant ou son mandataire; un procès-verbal est établi. Ce procès-verbal ainsi que les éventuels mémoires ou pièces déposées par le requérant sont joints au dossier.

§ 5. La décision du Gouvernement est notifiée au requérant avec copie à l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Si celle-ci est réformée, cette autorité prend aussitôt les mesures nécessaires à l'octroi ou à la restauration de l'autorisation, ou à l'acceptation de la cession de l'autorisation.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Sont abrogés en ce qui concerne seulement les produits visés par les règlements (CE) n° 2081/92 et 2082/92, et sans préjudice de l'article 15, § 2, du décret :

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 fixant les conditions d'agrément des organismes certificateurs;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 décembre 1990 fixant la composition et les statuts de la Commission des labels de qualité et des appellations d'origine;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 concernant les attestations de qualité, d'origine locale ou d'origine wallonne à délivrer pour les organismes certificateurs;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 concernant les signes distinctifs qui matérialisent le label de qualité, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne;

- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant agrément d'organismes certificateurs dans le cadre du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine wallonne et l'appellation d'origine locale.

§ 2. Les arrêtés mentionnés au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article sont également abrogés en ce qui concerne le label de qualité wallon relativement aux produits non visés par les règlements (CE) n<sup>o</sup> 2081/92 et n<sup>o</sup> 2082/92, sans préjudice de l'article 15, § 2, du décret.

L'agrément accordé par l'arrêté mentionné au point 6 dudit paragraphe reste en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2004 pour les labels de qualité visés à l'article 15, § 2, du décret.

**Art. 18.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 septembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 267

[2004/200109]

#### **25. SEPTEMBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Anwendung des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 des Rates vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2037/93 der Kommission vom 27. Juli 1993 mit Durchführungsbestimmungen zur genannten Verordnung (EWG) Nr. 2081/92;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates vom 14. Juli 1992 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 1848/93 der Kommission vom 9. Juli 1993 mit Durchführungsbestimmungen zur genannten Verordnung (EWG) Nr. 2082/92;

Aufgrund des am 22. Juli 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juli 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. August 2003 abgegebenen Gutachtens Nr. 35.819/2/V der Abteilung für Gesetzgebung des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1<sup>o</sup> "Dekret": das Dekret vom 7. September 1989 in seiner durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 abgeänderten Fassung über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

2<sup>o</sup> "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

#### KAPITEL I — Ausführung von Kapitel II des Dekrets über die Ursprungsbezeichnungen und die geographischen Angaben für die in der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 bezeichneten Erzeugnisse

##### Abschnitt 1 — Der Antrag auf Eintragung einer geschützten Ursprungsbezeichnung oder einer geschützten geographischen Angabe

**Art. 2** - § 1. Der Antrag auf Eintragung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe wird von einer Vereinigung gemäß Artikel 14<sup>bis</sup>, § 2, Absatz 2 des Dekrets eingereicht. Er kann zudem von einer dazu berechtigten natürlichen oder juristischen Person im Sinne von Artikel 1 der Verordnung (EWG) Nr. 2037/93 der Kommission vom 27. Juli 1993 eingereicht werden, wenn sie zum Zeitpunkt der Beantragung in dem jeweiligen begrenzten Gebiet der einzige Erzeuger ist, wenn redliche und ständige örtliche Verfahren von dieser Person allein befolgt werden und das begrenzte Gebiet Merkmale aufweist, die sich grundsätzlich von denen der angrenzenden Gebiete unterscheiden, und/oder wenn sich die Erzeugnismerkmale unterscheiden.

§ 2. Der Antrag umfasst alle erheblichen Belege, die dazu dienen, zu prüfen, ob die beantragte Ursprungsbezeichnung oder geographische Angabe der in Artikel 14<sup>bis</sup>, § 1 des Dekrets angeführten Begriffsbestimmung genügt und ob die in Artikel 14<sup>bis</sup>, § 2, Absatz 2 und 3 des Dekrets erwähnten Bedingungen erfüllt sind.

Er umfasst des weiteren eine Spezifikation, die zu beachten ist, damit das Agrarerzeugnis oder das Lebensmittel eine geschützte Ursprungsbezeichnung oder eine geschützte geographische Angabe führen kann. Diese Spezifikation enthält mindestens folgende Angaben:

1<sup>o</sup> den Namen des Agrarerzeugnisses oder des Lebensmittels einschließlich der Ursprungsbezeichnung oder der geographischen Angabe;

2<sup>o</sup> die Beschreibung des Agrarerzeugnisses oder des Lebensmittels anhand der gegebenenfalls verarbeiteten Grunderzeugnisse, der wichtigsten physikalischen, chemischen, mikrobiologischen und/oder organoleptischen Eigenschaften des Erzeugnisses oder des Lebensmittels;

3<sup>o</sup> die Abgrenzung des geographischen Gebiets und gegebenenfalls die Angabe über die Erfüllung der Bedingungen gemäß Artikel 2, § 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92;

4<sup>o</sup> Angaben, aus denen sich ergibt, dass das Agrarerzeugnis oder das Lebensmittel aus dem geographischen Gebiet im Sinne von Artikel 2, § 2, Buchstabe a) oder b) der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 stammt;

5° die Beschreibung des Verfahrens zur Gewinnung des Agrarerzeugnisses oder Lebensmittels und gegebenenfalls die redlichen und ständigen örtlichen Verfahren sowie die Angaben über die Aufmachung, wenn die antragstellende Vereinigung unter Angabe von Gründen festlegt, dass die Aufmachung in dem abgegrenzten geografischen Gebiet erfolgen muss, um die Qualität zu wahren oder um die Rückverfolgbarkeit oder Kontrolle zu gewährleisten;

6° Angaben, aus denen sich der Zusammenhang mit den geographischen Verhältnissen oder dem geographischen Ursprung im Sinne von Artikel 2, § 2, Buchstabe a) oder b) der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 ergibt;

7° Angaben zu der Kontrolleinrichtung oder den Kontrolleinrichtungen nach Artikel 10 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92;

8° besondere Angaben zur Etikettierung, die sich auf den Zusatz "g. U." oder "g. g. A." oder die entsprechenden traditionellen einzelstaatlichen Zusätze beziehen;

9° gegebenenfalls zu erfüllende Anforderungen, die aufgrund gemeinschaftlicher und/oder einzelstaatlicher Rechtsvorschriften bestehen;

10° den Plan zur Kontrolle der Beachtung der in der Spezifikation angeführten Anforderungen;

11° den Vorschlag einer Prüfstelle, die von der Regierung zugelassen wird, um die Beachtung der in der vorgeschlagenen Spezifikation angeführten Anforderungen zu gewährleisten.

§ 3. Der vorliegende Abschnitt findet ebenfalls Anwendung auf alle Anträge zur Änderung der Spezifikation einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe.

**Art. 3 - § 1.** Der Eintragungsantrag wird beim Minister eingereicht.

Er ist Gegenstand einer Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in der die beantragte Ursprungsbezeichnung oder geographische Angabe angeführt wird und durch die Dritte, die ein Interesse geltend machen, aufgefordert werden, ohne sich an den Sitz der Verwaltung begeben zu müssen, Einsicht in die Antragsakte zu nehmen und ihre Anmerkungen innerhalb einer Frist von einem Monat nach der besagten Veröffentlichung vorzubringen; die bei der Kopie anfallenden Kosten gehen zu Lasten des besagten Dritten.

Der Antragsteller wird von den ggf. von Dritten vorgebrachten Anmerkungen in Kenntnis gesetzt und aufgefordert, innerhalb einer Frist, die dreißig Tage nicht überschreiten und 90 Tage nicht überschreiten darf, auf sie zu antworten.

In Ermangelung einer Antwort innerhalb der vorgesehenen Frist gilt der Antrag als zurückgezogen.

§ 2. Innerhalb eines Monats nach Ablauf der in § 1, Absatz 3 angeführten Frist werden der Antrag, gegebenenfalls durch den Antragsteller ergänzt auf Anfrage der Generaldirektion der Landwirtschaft, die gegebenenfalls von Dritten geäußerten Anmerkungen und die diesbezüglichen Antworten sowie die gegebenenfalls von der Generaldirektion der Landwirtschaft geäußerten Bemerkungen zwecks Abgabe eines Gutachtens an den wissenschaftlichen Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel, der durch Artikel 14bis, § 5, des Dekrets eingesetzt worden ist, weitergeleitet.

Dieser Ausschuss erteilt sein Gutachten innerhalb von drei Monaten ab dem Zeitpunkt, an dem es beantragt worden ist.

Wird innerhalb dieser vorgeschriebenen Frist kein Gutachten erteilt, so gilt es als positiv.

§ 3. Nachdem die Untersuchung des Antrags abgeschlossen wurde, wird der Beschluss über die Eintragung gemäß Artikel 14bis, § 3, des Dekrets gefasst.

**Art. 4 - § 1.** Unmittelbar nach der Verabschiedung des Erlasses zur Zuerkennung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe gemäß Artikel 14bis, § 3, des Dekrets hat jede Person, die ein berechtigtes Interesse daran vorweisen kann, bis zum Ablauf von sechs Monaten nach der Veröffentlichung des Antrags im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* gemäß Artikel 6, § 2, der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 Zugang zum Antrag.

§ 2. Die Antragsakte ist bei der Generaldirektion der Landwirtschaft zugänglich, ohne dass der Betreffende sich vor Ort begeben muss. Die bei der Kopie anfallenden Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

## *Abschnitt 2 — Der wissenschaftliche Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel*

**Art. 5 - § 1.** Der durch Artikel 14bis, § 5, des Dekrets eingesetzte wissenschaftliche Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel umfasst:

1° fünf Vertreter der universitären Einrichtungen;

2° zwei Vertreter der wissenschaftlichen Forschungszentren;

3° zwei Vertreter der Einrichtungen des nicht-universitären Hochschulwesens;

4° zwei Vertreter der zuständigen regionalen Verwaltungen, d.h. ein Vertreter der Generaldirektion der Landwirtschaft und ein Vertreter der "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft);

Diese Vertreter und ihre Stellvertreter werden von der Regierung für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren ernannt.

§ 2. Der Vorsitzende des Ausschusses wird unter dessen Mitgliedern von der Regierung ernannt; ist er verhindert, wird der Vorsitz durch das älteste Mitglied des Ausschusses wahrgenommen. Der Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region übernimmt dessen Sekretariatsführung.

§ 3. Der Ausschuss verabschiedet eine allgemeine Dienstordnung mit einer Zweidrittelmehrheit seiner Mitglieder; diese Dienstordnung tritt erst in Kraft, nachdem sie vom Minister genehmigt worden ist.

Sie erläutert insbesondere:

1° die Modalitäten für die Vorladung der Mitglieder, die Festlegung der Tagesordnung, das Erstellen und die Genehmigung der Sitzungsprotokolle, der Gutachten und sonstigen im Namen des Ausschusses erstellten Dokumente;

2° die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen sowie für die Beilegung von Interessenkonflikten;

3° die Übertragung der Unterzeichnungsbefugnis;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

§ 4. Die Beratungen des Ausschusses sind nur gültig, wenn wenigstens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind; ist diese Bedingung nicht erfüllt, wird der Ausschuss erneut mit der gleichen Tagesordnung einberufen und trifft gültige Beschlüsse, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Der Ausschuss holt bei allen Personen seiner Wahl Gutachten ein. Um bestimmte Fragen aufzuklären, hat er hat die Möglichkeit, Arbeitsgruppen zu bilden, deren Zusammensetzung von ihm selbst bestimmt wird.

Die Gutachten werden im Konsens verabschiedet oder - wird kein Konsens erreicht - mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder.

Widersetzt sich ein Mitglied dem von der Mehrheit geäußerten Gutachten, kann dieses Gutachten durch einen Vermerk ergänzt werden, der sich auf diese abweichende Meinung bezieht.

§ 5. Es ist einem Mitglied des Beratungsausschusses nicht erlaubt, an Beratungen zu Themen teilzunehmen, an denen er vor oder nach der Beratung ein Interesse hat, sei es persönlich oder als Geschäftsträger.

§ 6. Die Mitglieder des Beratungsausschusses haben ein Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten nach Maßgabe der auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Bestimmungen.

§ 7. Ein Mitglied des Beratungsausschusses wird von der Regierung abberufen und ersetzt, wenn:

- 1° es ohne triftigen Grund während drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend war;
- 2° sein Mandat, nachdem dieses Mitglied verstorben ist, es sein Mandat niedergelegt hat, oder aus sonstigen Gründen frei wird;
- 3° es die Eigenschaft, die zu seiner Ernennung geführt hat, verliert;
- 4° die mit seinem Amt einhergehenden Pflichten vernachlässigt.

§ 8. Bei dem Sitz des Ausschusses handelt es sich um jenen des Wirtschafts- und Sozialausschusses der Wallonischen Region (rue du Vertbois in Lüttich).

### Abschnitt 3 — Die Prüfstellen

**Art. 6 - § 1.** Die Beachtung der Spezifikationen wird durch von der Regierung zugelassene Prüfstellen gewährleistet.

Die Zulassung der Prüfstelle dient dazu, zu prüfen, ob diese Stelle in der Lage ist, die Überprüfung der Beachtung einer bestimmten Spezifikation erfolgreich durchzuführen.

Sie wird für höchstens zehn Jahre erteilt.

§ 2. Um zugelassen zu werden, muss die Prüfstelle:

- 1° als bescheinigende Stelle akkreditiert sein gemäß der Norm EN 45.011, ggf. abgeändert gemäß Artikel 10, § 3, der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92;
- 2° ausreichende Garantien der Objektivität und der Unparteilichkeit gegenüber jedem Erzeuger oder Verarbeiter, der einer Kontrolle unterliegt, bieten;
- 3° ständig über Sachverständige sowie über die nötigen Mittel zur Durchführung der Kontrollen der Agrarprodukte und der Nahrungsmittel mit einer geschützten Bezeichnung verfügen können.

Wird die Spezifikation abgeändert, reicht die Prüfstelle innerhalb drei Monaten nach dieser Abänderung einen neuen Zulassungsantrag ein; diesem Antrag wird ein gemäß dieser Abänderung angepasster Prüfplan beigefügt. Die gültige Zulassung der Prüfstelle bleibt anwendbar bis zur Zustellung des Erlasses der Regierung, in dem über den neuen Antrag befunden wird.

**Art. 7 - § 1.** Der Zulassungsantrag wird bei der Generaldirektion der Landwirtschaft eingereicht. Er muss mindestens folgende Unterlagen enthalten:

1. die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der Prüfstelle;
2. eine Abschrift der Satzungen und die Liste der Verwalter;
3. eine Darstellung der Kompetenzen und technischen Mittel, über die die antragstellende Prüfstelle auf dem Gebiet verfügt, für welches die Zulassung beantragt wird;
4. die Höchstarife für die von den Erzeugern oder Verarbeitern zu zahlenden Gebühren.

§ 2. Die Generaldirektion der Landwirtschaft untersucht den Antrag, sie kann die Angabe zusätzlicher Rechtfertigungen verlangen. Sie übermittelt ihr begründetes Gutachten an den Minister, der ebenfalls das Gutachten des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel einholt.

Der Erlass der Regierung wird der antragstellenden Prüfstelle zugestellt.

Wird die Zulassung gewährt, so wird der Erlass Gegenstand eines Vermerks im *Belgischen Staatsblatt*, und die Generaldirektion der Landwirtschaft sorgt für dessen Bekanntmachung.

**Art. 8 -** Die Prüfstelle hat folgende Verpflichtungen:

1. eine getrennte Buchhaltung für die in Ausführung des Dekrets vorgenommenen Tätigkeiten führen;
2. auf einfachen Antrag hin den betroffenen Personen unentgeltlich die Spezifikation(en) bezüglich der Ursprungsbezeichnungen und geographischen Angaben, deren Beachtung sie prüft, übermitteln;
3. bei den Anspruchsberechtigten einer Benutzungsgenehmigung regelmäßig, und dies mindestens einmal im Jahr, prüfen, ob die in der Spezifikation festgelegten Bedingungen eingehalten werden;
4. sich der Kontrolle durch die zu diesem Zweck vom Minister bevollmächtigen Beamten unterwerfen und diesen auf Antrag des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel alle von ihnen verlangten Informationen mitteilen; ihrem jährlichen Tätigkeitsbericht, der spätestens am 1. April der Generaldirektion der Landwirtschaft und des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel übermittelt werden muss, hat die Prüfstelle eine Beschreibung der angewandten Prüfverfahren und eine Synthese der erzielten Ergebnisse beizufügen, sowie ebenfalls die Finanzerfolge des letzten Betriebsjahres, den Haushaltsentwurf für das kommende Jahr und die Liste der Verwalter und Geschäftsführer im Amt.



**Art. 9 - § 1.** Die Prüfstelle kann zu jeder Zeit durch ein zugleich an die Generaldirektion der Landwirtschaft und an den Minister gerichtetes Einschreiben auf ihre Zulassung verzichten; dieses Einschreiben muss mindestens sechs Monate, bevor dieser Verzicht wirksam wird, zugestellt werden.

§ 2. Die Regierung entzieht die Zulassung der Prüfstelle, die den in Artikel 6 festgelegten Bedingungen und den in Art. 8 festgelegten Verpflichtungen nicht mehr genügt, oder deren Prüfungen bzw. Analysen dem Prüfplan, den gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Regeln oder den einschlägigen Normen nicht entsprechen.

Die Prüfstelle wird zuvor vom Generaldirektor der Landwirtschaft angehört und kann zur Unterstützung ihrer Verteidigung einen Schriftsatz vorlegen. Diese Anhörung wird protokolliert.

Das Protokoll der Anhörung, der eventuelle Schriftsatz und alle sonstigen Elemente, die den Entzug rechtfertigen können, werden danach dem Minister unterbreitet.

**Art. 10 -** Die Prüfstelle kann unter ihrer alleinigen und vollständigen Verantwortung eine Drittstelle heranziehen, um bestimmte Analyse- und Prüftätigkeiten durchzuführen, unbeschadet der diesbezüglichen Auflagen der Norm EN 45011.

Die Prüfstelle informiert im Voraus die Generaldirektion der Landwirtschaft über diese Mitwirkung.

#### *Abschnitt 4 — Die Genehmigung zur Benutzung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe*

**Art. 11 - § 1.** Der Antrag auf die Genehmigung zur Benutzung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe wird per Einschreiben bei der Generaldirektion der Landwirtschaft eingereicht; diesem Antrag werden die Unterlagen beigelegt, anhand deren der Antragsteller nachweisen kann, dass er die Spezifikation für die Erzeugnisse, die Gegenstand des Antrags sind, beachtet; es handelt sich insbesondere um folgende Unterlagen:

1. die Verpflichtung zur Einhaltung dieser Spezifikation und seiner späteren abgeänderten Fassungen, und zur Zulassung der einschlägigen Kontrollen dieser Einhaltung, sowie

2. eine von einer zugelassenen Prüfstelle ausgestellte Bescheinigung über die Fähigkeit des Antragstellers, diese Spezifikation einzuhalten.

In dem Antrag werden die Erzeugnisse angegeben, für die er eingereicht wird.

Der Antrag kann durch einen Vertreter eingereicht werden; in diesem Fall wird die Vollmachtsurkunde dem Antrag beigelegt.

Falls die Akte nicht vollständig ist, teilt die Generaldirektion der Landwirtschaft dies innerhalb 30 Tagen nach deren Empfang dem Antragsteller mit, indem sie ebenfalls auf die fehlenden Elemente hinweist; die in § 2 vorgesehene Frist läuft erst ab dem Datum, an dem diese fehlenden Elemente bei der Generaldirektion der Landwirtschaft eingegangen sind.

§ 2. Der Beschluss der Generaldirektion der Landwirtschaft wird dem Antragsteller innerhalb 120 Tagen nach dem Empfang des vollständigen Antrags zugestellt. Dem Schreiben zur Zustellung der Benutzungsgenehmigung wird eine Genehmigungsbescheinigung beigelegt; auf dieser Unterlage werden die Identität und die Anschrift des Anspruchsberechtigten, die betroffenen Erzeugnisse und die betreffende Spezifikation angegeben. Gegenüber Dritten dient diese Bescheinigung nur dann als Beweis, wenn sie von ihrem Anspruchsberechtigten unterzeichnet worden ist.

Im Falle einer Ablehnung werden in dem Zustellungsschreiben das Verfahren und die Frist für die Einreichung eines Einspruchs bei der Regierung in Übereinstimmung mit Art. 16 angegeben.

§ 3. Der Minister legt das Muster der Bescheinigung der Benutzungsgenehmigung für eine geschützte Ursprungsbezeichnung oder eine geschützte geographische Angabe fest.

**Art. 12 - § 1.** Die zugelassene Prüfstelle prüft die volle Einhaltung der Spezifikation durch den Inhaber der Genehmigung mindestens einmal im Jahr, unbeschadet anderer Kontrollen, die zu jeder Zeit auf Initiative der Prüfstelle oder auf Antrag der Generaldirektion der Landwirtschaft organisiert werden können.

§ 2. Falls anlässlich einer Kontrolle eine Nichtübereinstimmung mit der relevanten Spezifikation festgestellt wird, teilt die Prüfstelle dies innerhalb acht Tagen dem Inhaber der Benutzungsgenehmigung per Einschreiben mit, wobei sie ihn gleichzeitig an die getroffenen oder empfohlenen Maßnahmen zur Wiederherstellung der Übereinstimmung mit der Spezifikation erinnert. Die Generaldirektion der Landwirtschaft wird innerhalb der gleichen Frist hierüber informiert.

Die Verweigerung oder Behinderung der Kontrolle wird einem negativen Ergebnis gleichgestellt.

Spätestens innerhalb eines Monats nach der oben erwähnten Mitteilung wird eine neue Kontrolle vorgenommen; die Ergebnisse werden dem Inhaber der Benutzungsgenehmigung und der Generaldirektion der Landwirtschaft innerhalb acht Tagen mitgeteilt.

Solange drei aufeinanderfolgende Kontrollen nicht zufriedenstellend sind, werden ab der zweiten Kontrolle aufeinanderfolgende Kontrollen in einem Abstand von höchstens einem Monat vorgenommen.

Auf Anfrage des Inhabers lässt die Generaldirektion der Landwirtschaft durch die zugelassene Prüfstelle oder eine andere von ihr bestellte Prüfstelle eine zusätzliche Kontrolle oder eine Gegenprüfung durchführen.

§ 3. Nachdem der Inhaber der Benutzungsgenehmigung oder sein Vertreter anschließend an eine mindestens achtundvierzig Stunden vorher gerichtete Vorladung angehört worden ist, entzieht die Generaldirektion der Landwirtschaft diese Genehmigung wenn sich aus der zweiten Kontrolle ergibt, dass die Nichtübereinstimmung mehr als einen Monat nach der Mitteilung noch immer weiter besteht.

Falls der Genehmigungsinhaber der Vorladung nicht genügt, wird dies nicht berücksichtigt.

Der Beschluss zur Entziehung der Genehmigung wird dem Genehmigungsinhaber zugestellt, wobei das Verfahren und die Frist für die Einreichung eines Einspruchs bei der Regierung in Übereinstimmung mit Art. 16 angegeben werden.

Die Entziehung der Genehmigung bewirkt den sofortigen Verlust des Rechts, die Ursprungsbezeichnung oder die geographische Angabe zu benutzen.

**Art. 13 - § 1.** Eine Genehmigung kann nur zusammen mit dem für die Erzeugung der betroffenen Produkte benutzten Betriebsvermögen abgetreten werden und dies nur wenn der Übernehmer sich schriftlich dazu verpflichtet, die betroffene Spezifikation und deren spätere Abänderungen zu beachten, und die Kontrollen bezüglich deren Einhaltung zu akzeptieren.

Die Abtretung ist nur dann wirksam, nachdem die Generaldirektion der Landwirtschaft oder die von ihr bestellte Prüfstelle die Erfüllung dieser Bedingungen geprüft hat. Der Prüfantrag wird bei der Generaldirektion der Landwirtschaft eingereicht; ihm wird die oben angeführte Verpflichtung des Übernehmers beigelegt.

Der Beschluss der Generaldirektion der Landwirtschaft wird dem Übernehmer und dem Überlasser innerhalb 60 Tagen nach dem Einreichen des Antrags zugestellt.

Im Falle einer Ablehnung der Abtretung werden das Verfahren und die Frist für die Einreichung eines Einspruchs bei der Regierung in Übereinstimmung mit Art. 16 angegeben.

*Abschnitt 5 — Ausführung von Artikel 14quater des Dekrets*

**Art. 14** - § 1. Die in Artikel 14quater des Dekrets vorgesehene Erklärung wird per Einschreiben beim Minister eingereicht.

Ihr wird ein Beleg für den Versand per Einschreiben der Abschrift dieser Erklärung an die Generaldirektion der Landwirtschaft beigelegt.

Die Generaldirektion der Landwirtschaft übermittelt dem Minister ihr Gutachten innerhalb von acht Tagen nach dem Eingang dieses Schreibens.

Der Minister leitet die Erklärung und das Gutachten der Generaldirektion der Landwirtschaft sofort an die zuständige Föderalbehörde weiter, damit der Einspruch innerhalb sechs Monaten nach der in Artikel 6, § 2, der Verordnung (EWG) Nr. 2081/82 vorgesehenen Veröffentlichung stattfinden kann.

**KAPITEL II. — Ausführung des Kapitels III des Dekrets betreffend die Bescheinigungen besonderer Merkmale, deren Name die Gesamtheit oder einen Teil des Gebiets der Region betrifft, in Übereinstimmung mit dem ursprünglichen Artikel 5, § 4, der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92**

**Art. 15** - § 1. Der Kapitel 1 des vorliegenden Erlasses ist anwendbar auf die Bescheinigungen besonderer Merkmale, wenn der in Artikel 5 der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 erwähnte Name einen geographischen Begriff enthält, der die Gesamtheit oder einen Teil des Gebiets der Wallonischen Region oder einen bestimmten Ort in diesem Gebiet betrifft, oder in Wallonisch geschrieben ist oder auf irgend eine andere Weise einen Zusammenhang mit der Gesamtheit oder einem Teil dieses Gebiets suggeriert.

Nur eine in der Wallonischen Region angesiedelte Vereinigung ist jedoch befugt, den Antrag zur Eintragung einzureichen; unter Vereinigung versteht man eine Organisation von Erzeugern bzw. Verarbeitern, die an demselben landwirtschaftlichen Erzeugnis oder Nahrungsmittel interessiert sind, was die Rechtsform oder Zusammensetzung dieser Vereinigung auch sei; andere interessierte Parteien können sich dieser Vereinigung zusammenschließen.

§ 2. Zur Anwendung von Artikel 15, § 2, der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 wird davon ausgegangen, dass die vorherige Erklärung des Herstellers bezüglich der Benutzung des vorbehaltenen Namens stattgefunden hat, wenn der Antrag zur Benutzungsgenehmigung bei der Generaldirektion der Landwirtschaft eingereicht wurde.

§ 3. Bei einer Änderung der Spezifikation muss die in Artikel 11, § 3, der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 erwähnte Erklärung eines in der Wallonischen Region angesiedelten Herstellers bzw. Verarbeiters innerhalb von drei Monaten nach der Veröffentlichung des Abänderungsantrags im *Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* per Einschreiben an den Minister gerichtet werden. Dieser leitet die Erklärung samt Kommentar an die zuständige Föderalverwaltung weiter, zwecks der weiteren Mitteilung an die Europäische Kommission innerhalb vier Monaten ab der vorgenannten Veröffentlichung.

*KAPITEL III. — Einspruch bei der Regierung*

**Art. 16** - § 1. Wird die Benutzungsgenehmigung abgelehnt oder entzogen, oder wird deren Abtretung nicht genehmigt, kann der Antragsteller oder Inhaber einer solchen Genehmigung bei der Regierung einen Einspruch einreichen.

Dieser Einspruch hat keine aufschiebende Wirkung. Der Einspruch kann durch einen Mandatsträger eingereicht werden; in diesem Fall wird die Vollmachtsurkunde dem Antrag beigelegt.

§ 2. Unter Gefahr der Ungültigkeit wird der Einspruch dem Minister innerhalb eines Monats nach dem Eingang der Mitteilung des Ablehnungs- oder Entziehungsbeschlusses per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt. In diesem Schreiben werden die Mittel des Beschwerdeführers kurz dargelegt; eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses wird beigelegt.

Innerhalb der gleichen Frist wird eine Abschrift des Einspruchs der Behörde, die diesen Beschluss gefasst hat, per Einschreiben zugeschickt.

§ 3. Diese Behörde übermittelt dem Minister die vollständige Akte.

§ 4. Der Minister oder sein Vertreter hört den Beschwerdeführer oder seinen Mandatsträger an; diese Anhörung wird protokolliert. Das Protokoll der Anhörung sowie ggf. die Schriftsätze oder die vom Beschwerdeführer hinterlegten Stücke werden der Akte beigelegt.

§ 5. Der Beschluss der Regierung wird dem Beschwerdeführer zugestellt; eine Abschrift dieses Beschlusses wird der Behörde übermittelt, die den angefochtenen Beschluss gefasst hatte.

Ist dieser Beschluss abgeändert worden, so trifft diese Behörde sofort die für die Gewährung oder Wiederherstellung der Genehmigung, oder für die Annahme der Abtretung der Genehmigung erforderlichen Maßnahmen.

*KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen*

**Art. 17** - § 1. Was nur die in den Verordnungen (EG) Nr. 2081/92 und 2082/92 erwähnten Erzeugnisse betrifft, und unbeschadet von Art. 15, § 2, des Dekrets werden folgende Bestimmungen außer Kraft gesetzt:

- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung der Bedingungen zur Anerkennung der Ausstellungsstellen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung der Zusammensetzung und der Satzungen der Kommission für Qualitätszeichen und Ursprungsbezeichnungen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die von den bescheinigenden Stellen auszustellenden Bescheinigungen über die Güte, den lokalen Ursprung oder den Wallonischen Ursprung;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die Kennzeichen, die das Wallonische Gütezeichen, die lokale Ursprungsbezeichnung und die Wallonische Ursprungsbezeichnung darstellen;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Anerkennung von bescheinigenden Stellen im Rahmen des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des wallonischen Ursprungs und die Bezeichnung des lokalen Ursprungs;

§ 2. Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Erlasse werden ebenfalls außer Kraft gesetzt, was das wallonische Qualitätszeichen betreffend die Erzeugnisse angeht, die nicht durch die Verordnungen (EG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 betroffen sind, unbeschadet von Art. 15, § 2, des Dekrets.

Die anhand des in Punkt 6 des besagten Paragraphen erwähnten Erlasses gewährte Zulassung bleibt für die in Art. 15, § 2, des Dekrets erwähnten Qualitätszeichen bis zum 1. September 2004 in Kraft.

**Art. 18** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung *im Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 25. September 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 267

[2004/200109]

**25 SEPTEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende toepassing van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nr. 2081/92 en nr. 2082/92**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 september 1989, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 2037/93 van de Commissie van 27 juli 1993 tot vaststelling van toepassingsbepalingen van genoemde verordening (EEG) nr. 2081/92;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 2082/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 1848/93 van de Commissie van 9 juli 1993 tot vaststelling van toepassingsbepalingen van genoemde verordening (EEG) nr. 2082/92;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juli 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies 35.819/2/V van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "decreet" : het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92, zoals gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002;

2° "Minister" : de Minister bevoegd voor Landbouw.

HOOFDSTUK I. — *Uitvoering van hoofdstuk II van het decreet betreffende de aanduidingen van lokale oorsprong en de geografische aanduidingen wat betreft de producten bedoeld in verordening (EEG) nr. 2081/92*

*Afdeling 1.* — De aanvraag tot registratie van een beschermde oorsprongsbenaming of van een beschermde geografische aanduiding

**Art. 2.** § 1. De aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding wordt ingediend door een groepering zoals bepaald in artikel 14bis, § 2, tweede lid, van het decreet. Ze kan ook worden ingediend door een natuurlijke of rechtspersoon die gemachtigd is overeenkomstig artikel 1 van verordening (EEG) nr. 2037/93 van de Commissie van 27 juli 1993, d.w.z. op voorwaarde dat het gaat om de enige producer gevestigd in het geografische gebied afgebakend bij de indiening van de aanvraag, dat er plaatselijke, eerlijke en onveranderlijke werkwijzen bestaan die door die enige persoon worden uitgevoerd en dat dat gebied kenmerken vertoont die grotendeels verschillen van de aangrenzende gebieden en/of voor zover de kenmerken van het product verschillend zijn.

§ 2. De aanvraag bevat alle gegevens waarbij kan worden bewezen dat de aangevraagde oorsprongsbenaming of geografische aanduiding overeenstemt met de definitie van artikel 14bis, § 1, van het decreet en dat de voorwaarden bedoeld in artikel 14bis, § 2, leden 2 en 3, van het decreet worden vervuld.

Ze bevat ook een productdossier dat in acht moet worden genomen opdat het landbouwproduct in aanmerking komt voor de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding.

Het productdossier bevat tenminste :

1° de naam van het landbouwproduct of het levensmiddel, inclusief de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding;

2° de beschrijving van het landbouwproduct of het levensmiddel, inclusief in voorkomend geval de grondstoffen en de belangrijkste fysische, chemische, microbiologische en/of organoleptische kenmerken van het product of het levensmiddel;

3° de afbakening van het geografische gebied en, in voorkomend geval, de gegevens waaruit blijkt dat is voldaan aan de voorwaarden van artikel 2, § 4, van verordening (EEG) nr. 2081/92;

4° de gegevens waaruit blijkt dat het landbouwproduct of het levensmiddel afkomstig is uit het geografische gebied, in de zin van artikel 2, § 2, onder a) of onder b) van verordening (EEG) nr. 2081/92, al naar gelang van het geval;

5° de beschrijving van de werkwijze voor het verkrijgen van het product en, in voorkomend geval, de eerlijke en onveranderlijke plaatselijke werkwijzen alsook de gegevens betreffende de conditionering, wanneer de aanvragende groepering bepaalt en bewijst dat de conditionering moet plaatsvinden in het afgebakende geografische gebied teneinde te zorgen voor de kwaliteit, de traceerbaarheid en de controle. »;

6° de gegevens die het verband bewijzen met het geografische milieu of de geografische oorsprong in de zin van artikel 2, § 2, onder a) of b), van verordening (EEG) nr. 2081/92, al naar gelang van het geval;

7° de verwijzingen naar de in artikel 10 van verordening (EEG) nr. 2081/92 bedoelde controlestructu(ur)(en);

8° de specifieke gegevens inzake etikettering die verband houden met de vermelding "BOB" of "BGA", al naar gelang van het geval, of de gelijkwaardige nationale traditionele vermeldingen;

9° de eventuele eisen waaraan krachtens communautaire en/of nationale bepalingen moet worden voldaan;

10° het controleplan betreffende de naleving van het productdossier;

11° het voorstel van een controle-instelling die door de Regering moet worden erkend met het oog op de naleving van het voorgestelde productdossier;

§ 3. Deze afdeling is ook van toepassing op elke aanvraag tot wijziging van het productdossier m.b.t. een oorsprongsbenaming of geografische aanduiding.

**Art. 3. § 1.** De registratieaanvraag wordt ingediend bij de Minister.

Ze wordt opgenomen in een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, dat de geplande oorsprongsbenaming of geografische aanduiding bepaalt en dat betrokken derden erom verzoekt om kennis te nemen van het aanvraagdossier, zonder zich te begeven naar de administratie, en om hun opmerkingen te uiten binnen de maand van genoemde bekendmaking; de kopiekosten zijn ten laste van de betrokken derde.

De aanvrager wordt op de hoogte gebracht van de eventuele opmerkingen van derden en wordt erom verzocht om daarop te antwoorden binnen een termijn die niet lager is dan 30 dagen en die niet hoger is dan 90 dagen.

Bij gebrek aan antwoord binnen de gestelde termijn, wordt de aanvraag geacht ingetrokken te zijn.

§ 2. Binnen de maand na het verstrijken van de termijn bedoeld in het derde lid van § 1, worden de aanvraag, eventueel aangevuld door de aanvrager op verzoek van het Directoraat-generaal Landbouw, de eventuele commentaren van derden en de daarop gegeven antwoorden, alsook de eventuele opmerkingen van het Directoraat-generaal Landbouw voorgelegd ter advies aan de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten ingesteld bij artikel 14bis, § 5, van het decreet.

De Commissie geeft haar advies uit binnen drie maanden vanaf de aanvraag.

Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

§ 3. Na afloop van het onderzoek van de aanvraag, wordt de beslissing betreffende de registratie aangenomen overeenkomstig artikel 14, § 3, van het decreet.

**Art. 4. § 1.** Vanaf de aanneming van het besluit tot erkenning van de oorsprongsbenaming of geografische aanduiding overeenkomstig artikel 14bis, § 3, van het decreet, heeft elke persoon die kan aantonen een wettig belang te hebben, toegang tot de aanvraag tot het verstrijken van de termijn van zes maanden na de bekendmaking van de aanvraag in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen overeenkomstig artikel 6, § 2, van verordening (EEG) nr. 2081/92*.

§ 2. Het aanvraagdossier ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Landbouw, zonder reis; de kopiekosten zijn ten laste van de verzoeker.

## Afdeling 2. — Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten

**Art. 5. § 1.** De Wetenschappelijke Adviescommissie, ingesteld bij artikel 14bis, § 5, van het decreet bestaat uit :

1° vijf vertegenwoordigers van universitaire instellingen;

2° twee vertegenwoordigers van centra voor technisch onderzoek;

3° twee vertegenwoordigers van niet-universitaire hogere instellingen;

4° twee vertegenwoordigers van de betrokken gewestelijke besturen, met name één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Landbouw en één vertegenwoordiger van het Agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw.

Deze vertegenwoordigers en hun plaatsvervangers worden door de Waalse Regering benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

§ 2. De voorzitter van de Commissie wordt benoemd, onder haar leden, door de Regering; bij verhindering, wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste lid van de Commissie. Het secretariaat wordt waargenomen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest).

§ 3. De Commissie neemt een huishoudelijk reglement aan met een tweederde meerderheid van de leden; het treedt pas in werking na zijn goedkeuring door de Minister.

Dit reglement bepaalt o.a. :

1° de modaliteiten voor de bijeenroeping van de leden, het opmaken van de agenda, het opmaken en de goedkeuring van de processen-verbaal, berichten en andere documenten opgesteld namens de Commissie;

2° de regels m.b.t. de bijwoning van de zittingen alsook de regeling van belangenconflicten;

3° de delegaties van handtekeningen;

4° de werking van het secretariaat.

§ 4. De Commissie beraadslaagt pas rechtsgeldig bij afwezigheid van ten minste de helft van haar leden; indien niet voldaan wordt aan deze voorwaarde, wordt de Commissie opnieuw bijengeroepen met dezelfde agenda en beraadslaagt ze rechtsgeldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

Ze ontvangt de adviezen van elke persoon van haar keuze en kan werkgroepen oprichten wier samenstelling ze vaststelt, teneinde informatie te krijgen over bijzondere punten.

De adviezen worden aangenomen per consensus of, bij gebrek, bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Wanneer een lid zich verzet tegen het advies uitgebracht door de meerderheid, kan dit laatste worden aangevuld met een vermelding van de uiteenlopende mening.

§ 5. Een lid van de Adviescommissie mag niet beraadslagen over zaken waarin hij belang stelt, hetzij persoonlijk hetzij als zaakgelastigde voor of na de beraadslaging.

§ 6. De leden van de Adviescommissie komen in aanmerking voor de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de ambtenaren-generaal van het Waalse Gewest.

§ 7. De Regering ontslaat en vervangt het lid van de Adviescommissie indien :

1° hij zonder geldige reden niet heeft deelgenomen aan drie opeenvolgende vergaderingen;

2° zijn mandaat vacant wordt na overlijden, ontslag of om enige andere reden;

3° hij de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd;

4° hij zijn ambtsplichten verzuimt.

§ 8. De zetel van de Commissie is dezelfde als die van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (rue du Vertbois, te Luik).

### Afdeling 3. — Controle-instellingen

**Art. 6.** § 1. De naleving van het productdossier wordt gecontroleerd door controle-instellingen erkend door de Regering.

De erkenning van de controle-instelling heeft als doel te onderzoeken of die in staat is de naleving van een bepaald productdossier te controleren.

De erkenning wordt toegekend voor een maximum termijn van tien jaar.

§ 2. Om erkend te zijn, moet de instelling voldoen aan volgende voorwaarden :

1° erkend zijn als certificerende instelling overeenkomstig de norm EN 45.011, eventueel gewijzigd overeenkomstig artikel 10, § 3, van verordening (EEG) nr. 2081/92;

2° voldoende objectiviteits- en onpartijdigheidswaarborgen bieden t.a.v. elke producent of verwerker die onderworpen is aan een controle;

3° te allen tijde beschikken over deskundigen en de noodzakelijke middelen om te zorgen voor de controle op de landbouwproducten en de levensmiddelen met een beschermde benaming.

Wanneer het productdossier wordt gewijzigd, dient de controle-instelling een andere erkenningsaanvraag in binnen drie maanden vanaf die wijziging; die aanvraag is vergezeld van een controleplan aangepast overeenkomstig genoemde wijziging. De erkenning blijft van kracht tot de kennisgeving van het besluit van de Regering waarbij beslissing wordt genomen over de nieuwe aanvraag.

**Art. 7.** § 1. De erkenningsaanvraag wordt ingediend bij het Directoraat-generaal Landbouw.

Ze bevat tenminste :

1° de benaming en de sociale zetel van de instelling;

2° een kopie van de statuten en de lijst van de bestuurders;

3° de opsomming van de bekwaamheden en de technische middelen waarover de aanvragende instelling beschikt in het gebied waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

4° de maximale tarieven voor de door de producenten of verwerkers verschuldigde heffingen.

§ 2. Het Directoraat-generaal Landbouw onderzoekt de aanvraag; het kan bijkomende vereisten vereisen. Het maakt zijn met redenen omklede advies over aan de Minister die het advies van de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten ontvangt.

§ 3. Het besluit van de Regering wordt ter kennis gebracht van de aanvragende instelling.

Indien de erkenning wordt toegekend, wordt het besluit vermeld in het *Belgisch Staatsblad* en zorgt het Directoraat-generaal Landbouw voor de gepaste bekendmaking ervan.

**Art. 8.** De controle-instelling is verplicht :

1° een aparte boekhouding te voeren voor de verrichtingen vervuld ter uitvoering van het decreet;

2° de betrokkenen, op gewone aanvraag en zonder kosten, het(de) productdossier(s) van de oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen wier inachtneming zij controleert, mee te delen;

3° regelmatig te onderzoeken, en ten minste één keer per jaar, bij de houders van een gebruiksvergunning, of de voorwaarden vastgelegd in het productdossier worden vervuld;

4° zich te onderwerpen aan de controle van de door de Minister daartoe gemachtigde ambtenaren en hen elke vereiste informatie mee te delen, op aanvraag van de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten, en de volgende elementen in te sluiten in haar jaarlijkse verslag, uiterlijk 1 april gestuurd aan het Directoraat-generaal Landbouw en aan voornoemde Commissie : een beschrijving van de gebruikte controlemethoden, een synthese van de verkregen resultaten alsook de financiële resultaten van het afgelopen boekjaar, het begrotingsontwerp voor het volgende jaar en de lijst van de bestuurders en beheerders die in functie zijn.

**Art. 9.** § 1. De controle-instelling kan op elk ogenblik afstand doen van haar erkenning bij aangetekende brief gericht tevens aan het Directoraat-generaal Landbouw en aan de Minister ten minste zes maanden vóór die afstand van kracht wordt.

§ 2. De Regering trekt de erkenning in van de instelling die niet meer voldoet aan de in artikel 6 vastgelegde voorwaarden en aan de in artikel 8 vastgelegde verplichtingen of waarvan de controles of analyses niet conform zijn met het controleplan, de desbetreffende wettelijke of reglementaire regels of normen.

De controle-instelling wordt vooraf gehoord door de Directeur-generaal Landbouw en kan een memorie onderwerpen ter staving van haar verdediging. Een proces-verbaal van het horen wordt opgemaakt.

Het proces-verbaal, de eventuele memorie en alle andere elementen die de intrekking van de erkenning kunnen verantwoorden, worden daarna onderworpen aan de Minister.

**Art. 10.** De controle-instelling kan, onder haar enige en volledige verantwoordelijkheid, een beroep doen op een derde instelling om sommige analyse- of controletaken uit te voeren, onverminderd de desbetreffende verplichtingen van norm EN 45011.

Die bijdrage wordt vooraf ter kennis gebracht van het Directoraat-generaal Landbouw door de controle-instelling.

*Afdeling 4 — Vergunning voor het gebruik van een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding*

**Art. 11.** § 1. De vergunning voor het gebruik van de oorsprongsbenaming of van de geografische aanduiding wordt ingediend bij aangetekende brief bij het Directoraat-generaal Landbouw, vergezeld van de bewijsstukken betreffende de naleving door de aanvrager van het productdossier, wat betreft de producten waarvoor de vergunning wordt aangevraagd, en inzonderheid :

1° de verbintenis om dat productdossier alsook zijn latere wijzigingen na te leven en om de controle op de naleving ervan te aanvaarden, alsook

2° een door een erkende controle-instelling afgegeven attest van de bekwaamheid van de aanvrager om het productdossier na te leven.

De aanvraag bepaalt de producten waarvoor ze wordt ingediend.

Ze kan worden ingediend door een gemachtigde; de volmacht wordt gevoegd bij de aanvraag.

Indien het dossier onvolledig is, stelt het Directoraat-generaal Landbouw de aanvrager in kennis daarvan binnen 30 dagen vanaf zijn ontvangst en bepaalt de ontbrekende stukken; de in § 2 bedoelde termijn ingaat op de datum van hun ontvangst door het Directoraat-generaal landbouw.

§ 2. De beslissing van het Directoraat-generaal Landbouw wordt ter kennis gebracht van de aanvrager binnen 120 dagen na de ontvangst van de volledige aanvraag. De kennisgeving van de toekenning van de gebruiksvergunning is vergezeld van een vergunningsgetuigschrift met de identiteit en het adres van de begunstigde, de betrokken producten alsook het desbetreffende productdossier. Om als bewijs te gelden t.a.v. derden, dient het getuigschrift ondertekend te worden door de begunstigde ervan.

In geval van weigering, vermeldt de kennisgeving de procedure en de termijn voor het indienen van een beroep bij de Regering overeenkomstig artikel 16 onderaan.

§ 3. De Minister bepaalt het model van het vergunningsgetuigschrift voor het gebruik van een beschermde oorsprongsbenaming of geografische aanduiding.

**Art. 12.** § 1. Ten minste één keer per jaar controleert de erkende instelling de naleving, door de houder van de vergunning, van het productdossier, onverminderd andere controles die op elk ogenblik kunnen worden uitgevoerd op initiatief van de controle-instelling of op verzoek van het Directoraat-generaal Landbouw.

§ 2. Indien een controle een gebrek aan conformiteit met het betrokken productdossier aantoonde, brengt de controle-instelling het bij aangetekende brief ter kennis van de houder van de gebruiksvergunning binnen acht dagen en herinnert hem de maatregelen die getroffen of aanbevolen zijn om die conformiteit te herstellen. Het Directoraat-generaal Landbouw wordt op de hoogte daarvan gebracht binnen dezelfde termijn.

De weigering van een controle of verhinderende daarvan wordt gelijkgesteld met een negatief resultaat.

Een nieuwe controle wordt uitgevoerd uiterlijk binnen de maand na de kennisgeving; de resultaten worden binnen acht dagen meegedeeld aan de houder van de gebruiksvergunning en aan het Directoraat-generaal Landbouw.

Opeenvolgende controles worden uitgevoerd met tussenpozen van hoogstens één maand, vanaf de tweede controle, zolang drie opeenvolgende controles niet bevredigend zijn.

Op verzoek van de houder, laat het Directoraat-generaal Landbouw een bijkomende controle of een tegenonderzoek uitvoeren door de erkende controle-instelling of een andere controle-instelling die het aanwijst.

§ 3. Na de houder van de gebruiksvergunning of zijn gemachtigde te hebben gehoord na oproeping gericht minstens achtenveertig uur vooraf, wordt die vergunning ingetrokken door het Directoraat-generaal indien de tweede controle aantoonde dat de niet-conformiteit voortduurt meer dan één maand na de kennisgeving.

Er wordt voorbij gegaan aan het gebrek van de houder om de oproeping te beantwoorden.

De beslissing tot intrekking wordt ter kennis gebracht van de houder met vermelding van de termijn en de procedure voor het indienen van een beroep bij de Regering overeenkomstig artikel 16 onderaan.

De intrekking heeft het onmiddellijke verlies van het gebruiksrecht m.b.t. de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding tot gevolg.

**Art. 13.** § 1. Een vergunning kan enkel worden overgedragen met de activa gebruikt voor de productie van de betrokken producten en met de geschreven verbintenis van de overnemer om het betrokken productdossier en de latere wijzigingen daarvan na te leven, en om de controles op die naleving te aanvaarden.

De overdracht is pas van kracht na verificatie door het Directoraat-generaal Landbouw of door de vereiste controle-instelling dat deze voorwaarden worden vervuld. De aanvraag om verificatie wordt ingediend bij het Directoraat-generaal Landbouw, samen met de verbintenis van de overnemer, zoals hierboven bedoeld.

De beslissing van het Directoraat-generaal Landbouw wordt ter kennis gebracht van de overnemer en van de overdrager binnen 60 dagen vanaf de indiening van de aanvraag.

De beslissing tot weigering van de overdracht vermeldt de procedure en de termijn voor het indienen van een beroep bij de Regering overeenkomstig artikel 16 onderaan.

*Afdeling 5. — Uitvoering van artikel 14<sup>quater</sup> van het decreet*

**Art. 14.** § 1. De in artikel 14<sup>quater</sup> van het decreet bedoelde aangifte wordt bij aangetekende brief ingediend bij de Minister.

Ze is vergezeld van het bewijs van het sturen bij aangetekende brief van een kopie van deze aangifte aan het Directoraat-generaal Landbouw, dat zijn advies overmaakt aan de Minister binnen acht dagen vanaf de ontvangst van die brief.

De Minister maakt onmiddellijk de aangifte alsook het advies van het Directoraat-generaal Landbouw over aan het bevoegde federale bestuur met het oog op het richten van de aangifte van verzet binnen zes maanden na de bekendmaking bedoeld in artikel 6, § 2, van verordening (EEG) nr. 2081/82.

HOOFDSTUK II. — *Uitvoering van hoofdstuk III van het decreet betreffende de specificiteitscertificaten waarvan de naam het gehele grondgebied van het Gewest of een gedeelte daarvan beoogt, overeenkomstig oorspronkelijk artikel 5, § 4, van verordening (EEG) nr. 2081/92.*

**Art. 15.** § 1. Hoofdstuk I van dit besluit is van toepassing op de specificiteitscertificaten wanneer de naam bedoeld in artikel 5 van verordening (EEG) nr. 2082/92 een geografische term bevat die betrekking heeft op het geheel of een gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest of een bepaalde plaats in dat grondgebied of wanneer hij in het Waals geschreven wordt of op een andere wijze verwijst naar een verband met genoemd grondgebied of een gedeelte daarvan.

Niettemin wordt alleen een groepering gevestigd in het Waalse Gewest ertoe gemachtigd om de aanvraag in te dienen met het oog op de registratie; onder groepering verstaat men een organisatie, ongeacht haar rechtsvorm of haar samenstelling, van producenten en/of verwerkers die betrokken zijn bij hetzelfde landbouwproduct of bij hetzelfde levensmiddel, en van andere betrokken partijen die kunnen deel uitmaken van die groepering.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 15, § 2, van verordening (EEG) nr. 2082/92, wordt de voorafgaande aangifte van de producent voor het gebruik van de voorbehouden benaming geacht te worden verricht door de indiening van de aanvraag om gebruiksvergunning bij het Directoraat-generaal Landbouw.

§ 3. Bij wijziging van het productdossier, moet de in artikel 11, § 3, van verordening (EEG) nr. 2082/92 bedoelde aangifte door een producent of verwerker gevestigd in het Waalse Gewest, bij aangetekende brief worden gericht aan de Minister binnen drie maanden vanaf de bekendmaking van de wijzigingsaanvraag in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*. De Minister maakt ze over ter kennisgeving aan de Europese Commissie binnen vier maanden vanaf voornoemde bekendmaking.

#### HOOFDSTUK III. — *Beroep bij de Regering*

**Art. 16.** § 1. Bij weigering, intrekking of weigering van overdracht van de gebruiksvergunning, kan de aanvrager of de houder van zo'n vergunning een beroep indienen bij de Regering.

Dit beroep heeft geen schorsende kracht. Het kan worden ingediend door een gemachtigde; in dit geval wordt de volmacht gevoegd bij het beroep.

§ 2. Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend bij ter post aangetekende brief en gericht aan de Minister binnen één maand vanaf de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot weigering of intrekking. Die brief geeft een beknopte beschrijving van de middelen van de verzoeker; een afschrift van de kennisgeving van de bestreden beslissing wordt daarbij gevoegd.

Een afschrift van het beroep wordt gestuurd binnen dezelfde termijn en bij ter post aangetekende brief aan de overheid die de betrokken beslissing heeft genomen.

§ 3. Die overheid maakt het volledige dossier over aan de Minister.

§ 4. De Minister of zijn afgevaardigde hoort de verzoeker of zijn gemachtigde; een proces-verbaal wordt opgemaakt en gevoegd bij het dossier, samen met de eventuele memories of stukken ingediend door de verzoeker.

§ 5. De beslissing van de Regering wordt ter kennis gebracht van de verzoeker met een kopie aan de overheid die de bestreden beslissing heeft genomen.

Indien deze teniet wordt gedaan, neemt die overheid onmiddellijk de noodzakelijke maatregelen voor de toekenning of het opnieuw verlenen van de vergunning, of voor het aanvaarden van de overdracht van de vergunning.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** § 1. Opgeheven worden, enkel wat betreft de producten bedoeld in de verordeningen (EG) nrs. 2081/92 en 2082/92, en onverminderd artikel 15, § 2, van het decreet :

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 tot vaststelling van de voorwaarden inzake erkenning van de attesterende instellingen;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990 tot vaststelling van de samenstelling van de statuten van de kwaliteitslabellen en aanduidingen van herkomst;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de door de keuringsdiensten af te geven attesten van kwaliteit, van Waalse of plaatselijke herkomst;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de kenmerken die het Waalse kwaliteitslabel, de aanduidingen van lokale en van Waalse herkomst uitbeelden;

- het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 houdende erkenning van keuringsdiensten in het kader van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de benaming van Waalse herkomst en de benaming van lokale herkomst.

§ 2. De in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde besluiten worden ook opgeheven wat betreft het Waalse kwaliteitslabel betreffende de producten die niet bedoeld zijn in de verordeningen (EG) nrs. 2081 en 2082/92, onverminderd artikel 15, § 2, van het decreet.

De erkenning verleend bij het besluit vermeld in punt 6 van genoemde paragraaf blijft van kracht tot 1 september 2004 wat betreft de in artikel 15, § 2, van het decreet bedoelde kwaliteitslabels.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 25 september 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART